



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2805
6 mai 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Inflation, crise, guerre...

Refusons l'avenir qu'ils nous préparent !



Accord à gauche

**Nouvelle enseigne,
vieilles illusions**

Pages 3 et 4

Les 27, 28 et 29 mai

**La fête
de Lutte ouvrière**

Pages 8 et 9

Leur société

- Accord à gauche : nouvelle enseigne, vieilles illusions 3
- Qu'importe le programme, pourvu qu'on ait le siège ! 3
- Lutte ouvrière dans les législatives : un programme de lutte pour le camp des travailleurs 4
- Du Front à l'Union populaire : au service de la bourgeoisie 4
- Retraites : il faudra les défendre 5
- Chômage : fausse baisse, vrais mensonges 5
- Inflation : vers de nouveaux records 5
- Huile : faire de l'or avec le tournesol 6
- Hausse des prix : à l'origine, l'œuf ou la poule ? 6
- L'envolée des loyers 6
- Police : le droit de tuer en toute impunité ? 7
- Taxe foncière : les petits propriétaires rançonnés 7
- Grenoble : des gardes à vue abusives 7
- Carlos Ghosn : encore un peu plus de corruption 7
- Frontex : au service d'une politique inhumaine 16
- Pétrole, banques : les profits de la spéculation 16
- Avion de combat : Dassault a les crocs 16

Dans le monde

- Ukraine-Russie : les États-Unis veulent que le conflit dure 10
- La guerre et la dés-Union européenne 10
- Afrique : laissée pour compte du transport maritime 11
- États-Unis : le droit à l'avortement en sursis 11

Dans les entreprises

- Lumina Services - Rouen 12
- Horaires de travail atypiques 12
- Smic : salaire trop minimum 12
- Chèque alimentaire 13
- Plan Hirsch pour la santé 13
- Maternités : l'État impose 13
- Maternité des Lilas 13
- Renault 14
- Ex-Smart - Hambach 14
- La Barre Thomas - Rennes 14
- RATP 15

Fête de Lutte ouvrière

8 et 9

Inflation, crise, guerre... pour ne pas être sacrifiés, prendre nos affaires en main !

Il n'y aura pas d'état de grâce pour Macron. Il a été réélu par défaut, et malgré l'hostilité de nombreux travailleurs. Cela a été dit par nombre de commentateurs et cela s'est exprimé dans les cortèges du 1^{er} mai.

Mais c'est d'autant plus vrai que la situation économique se dégrade brutalement sous l'impact de la guerre en Ukraine. Les prix continuent de flamber, de l'huile aux voitures en passant par l'énergie et les fruits et légumes.

Nombre d'entreprises chôment plusieurs jours par mois, faute d'approvisionnement. Des filières entières sont désorganisées et menacées de pénurie depuis que l'Ukraine et la Russie sont hors circuit. Et ce ne sont là que les signes les plus visibles de l'aggravation de la situation.

L'Allemagne, le poumon industriel de l'Europe, est fragilisée par sa dépendance au gaz russe. L'économie chinoise tourne au ralenti du fait de la pandémie. La spéculation s'est intensifiée sur toutes les matières premières. Des émeutes de la faim éclatent déjà dans les pays les plus pauvres. La crise climatique et la pollution se rappellent à nous quotidiennement...

Macron est condamné à gérer le chaos grandissant. Il le gèrera comme il a géré la pandémie : en fonction des intérêts de la grande bourgeoisie et des financiers. Il aidera le grand patronat à trouver de nouvelles sources de profits et usera de mesures autoritaires contre le monde du travail pour qu'il continue de souffrir en silence.

Les crises et les guerres sont des opportunités formidables d'enrichissement pour les capitalistes. Pour le monde du travail, elles sont toujours le prétexte à de nouveaux sacrifices : la précarité du travail et des salaires avec le chômage partiel ou le chômage total ; le recul de l'âge de la retraite ; l'effondrement du pouvoir d'achat.

La guerre permet déjà aux trusts pétroliers de nous faire les poches. Le géant qu'est TotalEnergies en est la preuve. Il possède une multitude de champs d'extraction de pétrole et de gaz répartis dans le monde entier. Sans que le coût d'extraction du pétrole augmente, il a multiplié par deux ou trois son prix de vente et a explosé ses bénéfices au premier trimestre 2022, avec 5 milliards de dollars de bénéfice net, malgré ses pertes en Russie !

Pour ne pas être sacrifiés sur l'autel des

profiteurs de crise, les travailleurs doivent se préparer à se battre. À se battre non seulement contre les attaques que Macron organisera du haut de son pouvoir, mais aussi contre les reculs que le grand patronat imposera dans les entreprises. Si individuellement nous n'avons pas la force de nous défendre, collectivement, on le peut. C'est une question d'organisation et de confiance dans la force du monde du travail.

Depuis la réélection de Macron, on entend dire du côté de Mélenchon et de Le Pen que « *les jeux ne sont pas faits* ». Tous les deux entretiennent l'idée qu'ils pourraient obtenir la majorité à l'Assemblée nationale et transformer Macron en potiche. Après avoir expliqué que la présidentielle était l'élection cruciale, ils nous disent aujourd'hui, que non, finalement, ce sont les législatives. Eh bien, non, aucune élection n'est « *décisive* » !

Ce qui sera décisif, c'est que les travailleurs renouent avec ce qui a toujours fait leur force : les grèves et les manifestations. Ce ne sont pas les députés qui vont protéger les travailleurs de la crise, de l'exploitation et de la rapacité patronale, ce sont les luttes des travailleurs !

Ces cinq dernières années, l'opposition qui a pesé sur la politique de Macron n'est pas venue de l'Assemblée nationale, mais des mobilisations, des ronds-points et de la rue. Elle est venue du mouvement des gilets jaunes et des salariés qui ont fait grève et manifesté contre la réforme des retraites. « *Le peuple est souverain* », dit-on : c'est vrai uniquement quand les travailleurs se battent.

Alors, il faut préparer une opposition ouvrière basée sur nos intérêts de classe, à l'opposé des démagogues d'extrême droite. Car Le Pen, avec le RN, dissimule les responsabilités du grand patronat en pointant du doigt les immigrés. Ce faisant, elle divise le monde ouvrier et l'affaiblit.

Contre Macron et l'extrême droite et face aux marchands d'illusions de la gauche, Lutte ouvrière présentera, aux législatives, des candidats dans toutes les circonscriptions, au nom du camp des travailleurs. Ils affirmeront la nécessité de renouer avec les luttes de la classe ouvrière et la perspective de renverser le système capitaliste, qui nous mène à la catastrophe.

Nathalie Arthaud



Dans la manifestation parisienne du 1^{er} mai.

Accord à gauche : nouvelle enseigne, vieilles illusions

Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise ont rassemblé derrière eux, en vue des élections législatives de juin, le Parti socialiste et le Parti communiste français, après avoir conclu un accord avec Europe écologie Les verts (EELV).

L'Union populaire, label sous lequel Jean-Luc Mélenchon s'est présenté à l'élection présidentielle, laisse donc place désormais à la Nouvelle union populaire écologique et sociale. Mais la marchandise a un goût de déjà-vu et n'a rien d'appétissant. Bien sûr, les négociateurs qui s'usent nuit et jour à fabriquer un accord et les bonimenteurs chargés de le vendre aux électeurs évoquent un moment

historique, une chance unique, et vont même jusqu'à évoquer des enjeux idéologiques. Mais enfin, en coulisse, la principale pierre d'achoppement a été le partage des circonscriptions électorales. Les garanties données par la puissance invitante, LFI, que chaque composante aura son groupe parlementaire et son autonomie financière, sont alléchantes. EELV ne compte actuellement aucun

député à l'Assemblée nationale; le PCF en a onze, en dessous des quinze nécessaires pour la formation d'un groupe parlementaire et des avantages qu'il procure. Quant au Parti socialiste et à ses 24 députés sortants, une large union électorale à gauche lui permettrait de sauver la boutique après sa débâcle à l'élection présidentielle. Pour La France insoumise, outre une augmentation du nombre de ses députés, c'est l'occasion de renforcer sa position de leader incontesté à gauche pour les autres échéances à venir.

Mais ces marchandages

politiciens, assez banals somme toute avant de telles élections, s'accompagnent d'une opération politique dont l'enjeu pour les travailleurs et les classes populaires n'est pas sans conséquences : à nouveau tous les tenants de la gauche, jusqu'à une gauche dite radicale, martèlent à l'unisson que le bulletin de vote peut être un bouclier pour les travailleurs et même un glaive; à nouveau des partis qui, de l'Union de la gauche de Mitterrand à la Gauche plurielle de Jospin ou, plus près de nous, à la gauche de Hollande, ont utilisé les suffrages des classes populaires pour servir la bourgeoisie et le patronat, sont présentés comme des amis des travailleurs. Dans le passé, le résultat a toujours été de les anesthésier et de les démoraliser.

« Mélenchon, Premier ministre », c'est-à-dire la cohabitation d'un gouvernement de gauche avec Macron, est la perspective annoncée par les signataires de l'accord. La croient-ils possible eux-mêmes? En tout cas, ils voudraient le faire croire aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités, aux familles populaires pour faire le plein de voix au nom du vote utile. Une telle « alternative

de gauche », même dans sa variante recyclée et rassemblée par ce vieux politicien qu'est Mélenchon, ne servira qu'à étouffer la colère et les aspirations populaires dans les urnes en faisant miroiter un avenir meilleur par la vertu du bulletin de vote. Et dans l'hypothèse la plus probable où la gauche n'aurait pas la majorité parlementaire à l'issue des élections législatives, combien d'électeurs parmi les travailleurs et dans les quartiers populaires vivraient ce résultat électoral comme une défaite, les condamnant à attendre encore cinq ans avant une nouvelle tentative?

L'union de la gauche nouvelle version est d'abord un montage électoral pour garantir un maximum d'élus à ses composantes. Aux travailleurs elle n'offre aucune perspective réelle même au cas où elle aurait une majorité parlementaire. Pour se défendre et imposer leur droit à une vie digne, les travailleurs devront faire émerger de leurs rangs des militants de la lutte de classe et non des militants de la lutte pour les places au Parlement ou dans les salons ministériels.

Boris Savin



Qu'importe le programme pourvu qu'on ait le siège

« Paris vaut bien une messe », aurait proclamé Henri IV pour justifier sa conversion au catholicisme afin d'accéder au trône.

Plus modestement, nombre de politiciens de gauche sont convaincus qu'un siège de député vaut bien n'importe quel programme. Celui-ci ne sert en effet que d'alibi dans le partage des circonscriptions entre les principaux partis de gauche.

Chacun croit sans doute encore moins en ses chances d'appliquer ce programme qu'Henri IV ne croyait au pouvoir des indulgences papales. En tout cas, les mêmes qui faisaient semblant de s'écharper sur les mesures à prendre il y a encore un mois, sur la retraite, le nucléaire, ou l'Europe, se sont miraculeusement mis d'accord en quelques jours sur un « socle de programme commun » et se sont congratulés à la manifestation du

1er Mai. Preuve qu'il n'y a que la foi électorale qui sauve ce monde-là.

À vrai dire, le programme de cette union de la gauche, improvisée après la déroute électorale de trois de ses composantes à la présidentielle, est tellement flou et indigent, qu'une victoire, même improbable, de cette Union populaire écologiste et sociale n'aurait pas beaucoup de promesses à trahir.

Concernant le volet social, il précise: « Nous défendons notamment la hausse du smic à 1400 euros, le retour à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, la garantie d'autonomie pour les jeunes, le blocage des prix sur les produits de première nécessité et l'éradication de la pauvreté. »

La retraite à 60 ans figure donc dans ce socle, mais sans mention de la durée de cotisation exigée. Or, depuis 2014, c'est justement la socialiste Marisol Touraine, ministre de Hollande, qui a imposé l'allongement de la durée de cotisation, à raison d'un trimestre tous les trois ans jusqu'en 2035, pour atteindre 43 ans! Faudra-t-il avoir travaillé sans interruption depuis l'âge de 17 ans pour avoir droit à cette retraite à 60 ans?

Que des représentants du PS ou des Verts se rallient à la retraite à 60 ans que Jadot et Hidalgo ont encore combattue à la présidentielle montre bien que ces promesses valent moins que le papier sur lequel elles ont été rédigées.

La hausse du smic net à 1400 euros, qui figurait déjà dans le programme de Mélenchon, n'est guère plus

ambitieuse: même si elle était appliquée immédiatement, ce qui n'est pas non plus précisé, cela ne représenterait que 7% d'augmentation, alors que la hausse des prix annuelle est en passe d'atteindre ce niveau. Et surtout, qui oserait défendre qu'un travailleur, actif, chômeur ou retraité, peut aujourd'hui vivre dignement avec moins de 2000 euros?

Quant au prétendu « blocage des prix de première nécessité », il est une diversion, en partie déjà utilisée par le gouvernement, pour ne pas parler de la nécessaire augmentation des salaires, dans le public comme dans le privé et de leur indexation sur les prix.

Tout le reste n'est que phrases creuses, comme l'éradication de la pauvreté, la planification écologique, etc., car nulle part il n'est



question de s'en prendre à la dictature des grands trusts sur la vie économique, ni même à leurs profits insensés.

Autant dire que si certains politiciens parviennent à être députés, leurs électeurs, eux, ont la garantie d'être une nouvelle fois dépités.

Christian Bernac

Lutte ouvrière dans les législatives : un programme de lutte pour le camp des travailleurs

La réélection de Macron est ressentie comme une gifle par une grande partie de la population qui voudrait bien en finir avec sa politique.

Les partis de gauche cherchent à se servir de ce sentiment pour agiter le fantasme d'un sauveur suprême en la personne de Mélenchon, qui s'imposerait comme Premier ministre collaborant avec Macron. Il y a une contradiction entre cette illusion dans une issue électorale et le fait de se préparer à combattre les attaques qui visent les travailleurs et les pauvres. Pour se battre il faut avoir les idées claires sur le combat à mener.

Lors des élections législatives, les candidats de Lutte ouvrière vont continuer à faire entendre le camp des travailleurs comme Nathalie Arthaud l'a fait lors de la présidentielle. Ils vont affirmer que le monde du travail, les infirmières, les caissières, les éboueurs, les ouvriers, les employés, fait tout tourner dans la société; et que pour imposer des

mesures qui correspondent à leurs intérêts, ils doivent se défendre et non attendre leur salut d'un gouvernement ou de députés, fussent-ils de gauche. Jamais rien n'est venu d'en haut pour la classe ouvrière. Et pour cause: les vrais dirigeants de la société, les maîtres de l'économie sont les capitalistes, les possesseurs des banques, des usines, des entreprises. Ce sont eux qui décident des prix, des salaires, des emplois. En cela, ils décident de la vie de l'ensemble du monde du travail sans qu'aucun politicien n'y puisse rien. Ils ont leurs entrées dans tous les ministères pour dicter leur politique et donc les lois. Partout dans le pays, ils tiennent dans leurs mains le sort de milliers de travailleurs, et peuvent les faire basculer dans la misère par la simple décision d'aller investir leur argent

ailleurs. Ceux qui acceptent de gouverner dans le cadre de ce système savent qu'ils ne peuvent le faire qu'en gestionnaires des affaires des capitalistes, donc en s'asseyant sur une grande partie de leur programme électoral. C'est pourquoi ceux qui se satisfont de vagues promesses de mesures gouvernementales contre les inégalités sociales, n'ont jamais été récompensés que par de grandes déceptions.

La question posée au monde du travail est celle de la défense de ses conditions de vie. Et, sur cette question, les idées portées par les candidats de Lutte Ouvrière ne sont pas une simple variante «radicale» de celles de la gauche. Elles représentent une autre perspective politique.

Il faut affirmer clairement que le sort de la classe ouvrière se joue sur le terrain de la lutte de classe; c'est l'affrontement entre les intérêts des capitalistes et ceux de l'ensemble du



Le 1^{er} mai 2022.

monde du travail, celui qui est à la base de toute la société. Si celui-ci veut changer son sort, se défendre face aux attaques accrues des patrons, de l'inflation, de la crise, face aux guerres en cours ou qui menacent, il doit s'en prendre au cœur du système. Il faut s'en prendre à la bourgeoisie là où on peut l'atteindre et ce sont ceux qui fabriquent ses profits, les travailleurs, qui peuvent le faire s'ils sont organisés et prêts à la lutte.

Les travailleurs

conscients de la nécessité de préparer les luttes de demain peuvent l'exprimer en votant pour les candidats communistes révolutionnaires. Les résultats électoraux de Nathalie Arthaud et de Lutte ouvrière montrent que ce courant est minoritaire. Mais cela ne diminue en rien la nécessité de défendre cette perspective de lutte, d'affirmer haut et fort une conscience ouvrière et de dire qu'elle ne doit pas se noyer dans le marais aux illusions.

Marion Ajar

Du Front à l'Union populaire : au service de la bourgeoisie

Depuis plusieurs mois déjà, les responsables de LFI qui ont appelé leur mouvement Union populaire font référence à la période du Front populaire de 1936. Ainsi même la date du 3 mai, date à la fois de l'accord entre EELV et LFI et de la victoire électorale du Front Populaire aux élections législatives en 1936, a été mise à contribution.

Pour qui veut savoir, l'histoire du Front populaire est instructive, mais ne démontre pas ce que les dirigeants de LFI voudraient

lui faire dire. C'est après la manifestation des ligues fascistes, le 6 février 1934, que le PCF et la SFIO conclurent cette alliance

électorale avec le Parti radical, le parti de la petite bourgeoisie en pleine déconfiture, embourbé dans des scandales sans fin. Ces partis s'appuyaient sur le désir d'unité face au danger fasciste, tout en mettant en avant un programme des plus modérés, compatible avec le capitalisme.

La victoire électorale du 3 mai 1936 n'était pas de nature à déclencher la

panique dans la bourgeoisie, mais la grève générale qui se développa ensuite le fit. Les ouvriers occupèrent les usines, interdisant leur accès aux patrons. Le 8 juin, les représentants patronaux et syndicaux réunis en urgence avec le tout nouveau gouvernement de Front populaire durent reconnaître le droit syndical, les contrats collectifs, les délégués ouvriers élus et le réajustement des salaires de 7 à 15%. Ces accords de Matignon n'arrêtèrent cependant pas les grèves. Du 8 au 12 juin, elles contraignirent le gouvernement à voter les congés payés et les 40 heures. Et il fallut que les dirigeants ouvriers pèsent de tout leur poids auprès des travailleurs pour faire arrêter le mouvement. Thorez, le dirigeant du PC, s'illustra en déclarant le 11 juin: «Il faut savoir terminer une grève» et «Tout n'est pas possible.»

Ce que le gouvernement et le patronat avaient dû céder était peu au regard des possibilités que recevait cette grève générale. Les

grèves ne se limitaient pas à des revendications économiques, elles exprimaient la volonté de toute la classe ouvrière d'empiéter sur le pouvoir même de la bourgeoisie. Cette grève était le rassemblement au grand jour des opprimés, mais il ne se trouva aucun parti pour lui donner des objectifs politiques à la hauteur de ses possibilités.

La question qui se posait à la classe ouvrière n'était pas celle des congés payés, mais celle de la crise sociale, de la montée générale du fascisme et de la marche à la guerre.

La montée ouvrière commencée en 1934, qui culmina en juin 1936, aurait pu changer le cours de l'histoire. La Chambre de Front populaire, qui fit tout pour la canaliser, puis la briser en allant jusqu'à faire tirer sur les travailleurs en 1937, rendit un fier service à la bourgeoisie. Après l'avoir sauvée, elle lui préparait ainsi l'entrée dans la guerre et termina son mandat en votant les pleins pouvoirs à Pétain.

Serge Benham



En 1936, pendant la grève générale.

Retraites : il faudra les défendre

Dans les défilés du 1^{er} mai, d'un bout à l'autre du pays, les mêmes slogans se sont fait entendre dénonçant la chute du pouvoir d'achat, le chômage, mais aussi l'attaque sur les retraites au programme de Macron.

De 62 ans aujourd'hui, l'âge de départ passerait à 64 ans vers 2027, puis à 65 ans, alors que ceux qui ont encore un travail sont souvent au bout du rouleau bien avant. Et, de toute façon, avec l'augmentation de la précarité et du chômage qui aura encore un emploi à 63, 64 ans ? Et quel sera alors le montant de la pension de retraite ? Même avec une carrière complète, les pensions sont insuffisantes, souvent inférieures à 800 euros, voire beaucoup moins ?

Les travailleurs ont mille fois raison de voir cette

réforme annoncée comme une provocation. Les retraites sont financées par eux-mêmes, par leurs cotisations, en sacrifiant durant des dizaines d'années une partie de leur salaire. Le droit à la retraite n'est en rien un cadeau, s'en prendre à ce droit est un vol pur et simple.

« Les candidats qui veulent reporter l'âge de départ [le font] pour baisser la dépense publique globale. C'est un raisonnement qui se tient, puisque les retraites pèsent 25% de la dépense totale », expliquait



Contre la réforme des retraites, en décembre 2019.

Antoine Bozio, directeur de l'Institut des politiques publiques dans le journal *Les Echos* du 4 avril. Et le journal patronal de poursuivre : « Le projet de Macron assimile les régimes de pensions à une composante des finances publiques : en faisant migrer (ou croître moins vite) cette masse imposante, l'idée est de libérer des marges de manœuvre budgétaires. » Ces « marges budgétaires » ainsi « libérées » permettront de reverser des milliards à la bourgeoisie sous forme de subventions, de cadeaux ou commandes diverses. Comme à chaque réforme des retraites, le pouvoir

voudrait aider la bourgeoisie à faire les poches des travailleurs.

Face à cela, que proposent les dirigeants syndicaux, au-delà de quelques postures ? « Si on ne nous entend pas, on se bagarrela pour empêcher le recul de l'âge de départ la retraite », déclarait Yves Veyrier, secrétaire général de Force ouvrière, le 1^{er} mai. « Emmanuel Macron a crispé tout le monde avec les retraites, s'il dit qu'il a changé, qu'il le prouve », ajoutait de son côté celui de la CGT, Philippe Martinez. Laurent Berger, de la CFDT, se contente de réclamer sur ce sujet « une

vraie discussion ». En réalité tous sont prêts à s'engouffrer dans la brèche de la concertation ouverte par Macron dans l'entre-deux tours.

La réforme des retraites est une des nombreuses armes utilisées par la bourgeoisie dans la guerre qu'elle mène contre la classe ouvrière, guerre qui s'intensifie avec l'aggravation de la crise. Il n'y a rien à attendre de discussions, ni de compromis à espérer. Les travailleurs doivent se préparer à défendre leurs conditions d'existence, retraites, salaire, emplois, avec leurs propres armes de classe.

Aline Rétesse

Chômage : fausse baisse, vrais mensonges



Les derniers chiffres du chômage font état d'une baisse de 5 % au premier trimestre 2022 pour la catégorie A, celle qui comptabilise les chômeurs sans aucune activité, qui seraient désormais 3,19 millions.

La ministre du Travail, Elisabeth Borne, a immédiatement réagi pour s'en féliciter, et reprendre la propagande de Macron lors de sa campagne électorale : l'objectif pour les cinq prochaines années serait le plein emploi.

En réalité, c'est surtout la catégorie A qui baisse, mais le nombre de chômeurs

comptabilisés dans les catégories B et C concernant ceux qui ont travaillé à temps partiel, parfois même seulement quelques heures dans le mois, a augmenté. Les statistiques officielles témoignent en fait d'une forte augmentation du nombre de travailleurs à temps partiel, en CDD ou en intérim, en situation précaire.

Le nombre de chômeurs de moins de 25 ans a particulièrement diminué, de 10,8 % au premier trimestre, et de 25,4 % en un an. Une bonne partie de ces jeunes ont été recrutés comme apprentis, ce qui est devenu presque gratuit pour les patrons, grâce aux aides massives de l'État depuis l'été 2020. Mais pour les jeunes la période d'apprentissage se termine souvent par le retour au chômage.

Interrogé sur RTL,

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, dénonçait les radiations de Pôle emploi, qui auraient augmenté de 41 % en un an à cause de la réforme de l'assurance chômage, en disant : « C'est sûr qu'en dégageant les chômeurs des statistiques, le chômage baisse. »

Manipuler les chiffres du chômage pour pouvoir vanter leurs résultats est bien le véritable métier des ministres du Travail.

Hélène Comte

Inflation : vers de nouveaux records

En avril, d'après les statistiques officielles, les prix ont augmenté de 4,8 % sur un an. La hausse des produits alimentaires est particulièrement forte et les loyers devraient à leur tour augmenter. Or il s'agit des deux principaux postes de dépense des familles populaires.

Des chiffres définitifs ont aussi été publiés concernant l'augmentation du prix des céréales au mois de mars, sous l'effet de la spéculation provoquée par la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie : leur prix augmente de 37 % en un seul mois et de 69 % sur un an. C'est aussi le cas pour l'huile, en hausse moyenne de 27 % en un mois, en particulier l'huile de tournesol (+43 %). Le problème ne se limite cependant pas aux

céréales et à l'huile, puisque les prix agricoles ont augmenté en moyenne de 27 % entre mars 2021 et mars 2022.

L'inflation généralisée frappe le consommateur, mais peut aussi mettre en difficulté des petites et moyennes entreprises, coincées entre leurs fournisseurs et leurs donneurs d'ordres. Les grands groupes sont bien plus en mesure de capter le gros des aides publiques et de

répercuter leurs hausses de coûts sur les capitalistes moins puissants ou sur les consommateurs.

Ceux de l'alimentaire ne s'en sont pas privés : Heineken, Danone et Nestlé ont récemment fait savoir à leurs actionnaires que leurs dernières hausses de prix leur ont permis d'augmenter leur chiffre d'affaires au premier trimestre 2022 et de maintenir voire dépasser les objectifs de rentabilité fixés l'an dernier.

Les travailleurs se serrent la ceinture et la famine menace pour que quelques grands groupes puissent tenir les promesses faites à leurs actionnaires.

Sacha Kami

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 224 (mai-juin 2022) :

- **Macron réélu, Le Pen renforcée, les travailleurs devront se battre et s'organiser**
- **Ukraine : une guerre russo-américaine et un tournant**
- **Martinique, Guadeloupe : la question du statut**
- **L'extrême gauche au miroir de l'élection présidentielle**
- **Une correspondance entre le NPA et LO**
- **Les Souvenirs d'August Bebel**
- **La situation aux États-Unis en 2022**

Prix : 2,50 euros

Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.



Huile : faire de l'or avec le tournesol

Depuis plusieurs semaines, les bouteilles d'huile de tournesol ont quasiment disparu des rayons des supermarchés et le prix de la tonne d'huile de tournesol a augmenté de 40% en un an, passant de 1 540 à 2 130 euros en mars.

Deux coupables ont été immédiatement désignés pour expliquer ces pénuries : la guerre en Ukraine et le comportement prétendument individualiste des consommateurs ou des restaurateurs qui font des stocks. Ces deux accusés ont bon dos.

S'il est vrai que l'Ukraine et la Russie assurent à elles deux 80% de la production mondiale de tournesol, les

récoltes ont eu lieu à la fin de l'été dernier et la majeure partie de ce tournesol a été transformée et expédiée depuis longtemps. Bien sûr, la prolongation de la guerre risque d'empêcher les nouveaux semis, ce qui réduira drastiquement la prochaine récolte tandis que l'expédition du tournesol par bateau via la mer Noire, fermée à la navigation, est bloquée. L'une des causes de



Champ de tournesol en Ukraine.

la flambée actuelle des prix est donc l'anticipation par les courtiers internationaux d'une pénurie, possible mais encore à venir. C'est de la spéculation.

Hausse des prix : à l'origine, l'œuf ou la poule ?

Depuis mars 2021 le prix des œufs a augmenté de 63%. Les médias comme les représentants des éleveurs de poules pondeuses et des entreprises du secteur expliquent en chœur que la faute en revient à la hausse des aliments (65% sur le blé et le soja) et à celle de l'électricité, toutes deux consécutives à la guerre en Ukraine.



Les bons apôtres de l'œuf bio et du bénéfice net évoquent un éleveur de poules qui distribue le grain à la poignée en criant « petits, petits » et qui ramasse à l'aube les œufs frais pondus dans la paille encore chaude et légèrement colorée de fiente. C'est tout ce travail, noble, ancestral et écologique, qui serait ruiné par les manœuvres de Poutine.

La réalité est quelque peu différente. La hausse du blé a commencé bien avant la guerre en Ukraine. Les organisations professionnelles des producteurs d'œufs la dénonçaient déjà

en mars 2021. Celle de l'électricité, suivant celle du pétrole, a commencé également bien avant février 2022. Loin d'être des fermes familiales, le millier de sociétés qui commercialisent 15 milliards d'œufs par an, grâce à 48 millions de poules pondeuses, les transforment et les exportent dans le monde entier. Ces entreprises capitalistes modernes ont des bâtiments aérés, chauffés et nettoyés, des convoyeurs, des machines pour emballer les œufs et d'autres pour les transformer, d'autres encore pour valoriser les déjections. Elles ont aussi des

ouvriers pour faire fonctionner tout cela, le moins nombreux possible et au plus petit salaire il est vrai.

Ce sont cependant de petites entreprises, soumises aux pressions de beaucoup plus grosses qu'elles. Le blé et le soja sont commercialisés par une poignée de courtiers-spéculateurs. Les autres aliments et les machines sont les produits de la grande industrie. L'énergie, nécessaire au fonctionnement des élevages, est elle aussi sous la coupe de quelques trusts. De l'autre côté les éleveurs ne peuvent vendre leur production qu'à l'industrie agroalimentaire ou à la grande distribution. Que pèse un élevage, même de 300 000 poules pondeuses comme il en existe, devant Danone ou Carrefour ?

Ce n'est ni l'œuf, ni la poule, ni Poutine qui ont commencé à augmenter les prix. C'est le capital dans son ensemble, à commencer par les plus grandes entreprises et les États les plus puissants, qui a recommencé à utiliser ce moyen pour faire payer sa crise aux peuples. Les éleveurs, qui savent qu'ils n'ont aucun pouvoir sur la hausse des prix, demandent donc qu'elle soit répercutée sur les travailleurs et les consommateurs. La seule défense des travailleurs serait d'exiger que leurs salaires suivent, et pas seulement pour éponger le prix des œufs.

Paul Galois

Une autre raison, tout aussi spéculative, est la constitution de stocks par des grossistes à toutes les étapes de la distribution. Ce que font en petit les ménages, légitimement inquiets d'une possible rupture de stock, est pratiqué à très grande échelle par les grands groupes de l'agroalimentaire ou de la distribution. L'huile de tournesol est massivement utilisée pour fabriquer chips, biscuits, plats cuisinés, pâtisseries industrielles et additifs alimentaires. Pour des compagnies comme Nestlé, George Weston ou Mondelez, l'huile est une matière première dont elles négocient l'achat par dizaines de milliers de tonnes auprès de courtiers

comme Cargill ou ADM, les deux plus grandes sociétés mondiales de négoce agroalimentaire. Les lois du marché capitaliste, c'est-à-dire la loi de l'offre et la demande, la loi du plus fort en l'absence de toute planification, provoquent pénuries et flambée des prix.

Pour les capitalistes qui produisent, transforment et commercialisent l'huile de tournesol, tous ces aléas engendrés par la guerre permettent de la transformer en or. Pour les consommateurs finaux, c'est-à-dire les classes populaires, c'est régime maigre quand ce n'est pas, pour des millions de pauvres dans le monde, carrément la famine.

Xavier Lachau

L'envolée des loyers

L'indice de Référence des Loyers (IRL) sert de base aux bailleurs du privé et du public pour fixer la hausse annuelle des loyers. Cet indice vient d'augmenter de 2,49% en avril.

En clair chaque locataire pourra se voir imposer une telle hausse de loyer à sa prochaine révision. Et il ne s'agit sans doute que du début de la flambée.

En effet, cet indice est basé à 60% sur l'indice des prix à la consommation, à 20% sur celui de la construction et encore à 20% sur celui des travaux d'entretien et d'amélioration. Or, fin 2021, ces indices ont progressé de 4,5%, 5,07 et 6,7%, ce qui laisse présager une prochaine hausse d'au moins 5% pour les locataires déjà en place.

En cas de changement de locataire, les bailleurs ont aussi la possibilité d'augmenter le loyer, bien au-delà de l'IRL. Dans la situation de pénurie de

logements existant dans de nombreuses villes, ils ne s'en privent pas. À Paris, les loyers augmentent actuellement de 5,8% en moyenne par an.

La facture du logement ne s'arrête pas là. De nombreux locataires ont subi une explosion des charges liée à la flambée du prix de l'énergie en particulier la hausse de 45% des tarifs du gaz entre janvier et octobre 2021.

Les dépenses de logement atteignent souvent le tiers, voire la moitié des dépenses d'un ménage.

Il faut donc non seulement augmenter les salaires, mais les indexer sur les prix et les loyers que payent réellement les classes populaires.

Christian Bernac

Police : le droit de tuer en toute impunité ?

Dimanche 24 avril, un policier a tiré avec son fusil d'assaut sur une voiture qui aurait tenté de se dérober à un contrôle, sur le Pont-Neuf à Paris, tuant deux de ses occupants et en blessant grièvement un troisième.

La mise en examen pour homicide volontaire de ce policier quelques jours plus tard correspond au déroulement normal de la procédure. Mais, en réaction à cette décision, le syndicat policier Alliance a appelé à des rassemblements dès lundi 2 mai pour soutenir le policier mis en cause. Connue pour être particulièrement marquée à droite, cette organisation dénonce le supposé laxisme de la justice et réclame que la « présomption de légitime défense » s'applique à chaque fois qu'un policier fait usage de son arme.

Se refusant à désavouer un appareil de répression sur lequel ils ont en permanence besoin de s'appuyer, les gouvernements ont déjà reculé face à de précédentes mobilisations, notamment en assouplissant en 2017 les règles d'utilisation des armes, en particulier lors

des contrôles routiers. Loin de calmer les policiers, ces reculs ont au contraire encouragé les plus à droite à en demander toujours plus, en revendiquant, avec la « présomption de légitime défense », le droit de tuer en toute impunité. Ainsi, c'est la seconde fois en un an qu'Alliance organise des manifestations autour de ce mot d'ordre. Se faisant les porte-parole de ces courants, Le Pen et Zemmour

avaient repris à leur compte cette revendication pendant la campagne présidentielle.

À Paris, une contre-manifestation a eu lieu, avec notamment plusieurs familles de victimes de violences policières, pour dénoncer la quasi-impunité qui existe déjà de fait, puisque le nombre de policiers condamnés se compte sur les doigts d'une main. Les autorités ont montré à cette occasion de quel côté allait leur soutien : deux manifestants ont été arrêtés et plusieurs autres verbalisés pour participation à une manifestation interdite.

Camille Paglieri



Manifestation contre la loi sécurité globale, en 2020.

Grenoble : gardes à vue abusives

Lundi 25 avril, quatre jeunes lycéens et étudiants de Grenoble ont été placés en garde à vue en raison d'une plainte déposée par des militants du syndicat réactionnaire UNI (Union nationale interuniversitaire), suite à une bagarre qui les aurait opposés quelques jours avant.



Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez, Éric Ciotti en ont profité pour débâter sur la prétendue intolérance des militants d'extrême gauche... En fait, ces quatre jeunes s'étaient, avec des centaines d'autres, mobilisés entre les deux tours pour manifester leur refus

des idées réactionnaires montantes, représentées par les deux candidats restés en lice. Et l'UNI de Grenoble est bien connue pour ses provocations et ses insultes récurrentes à l'égard de tous ces militants. Ces jeunes ont donc été arrêtés, à 7 heures du matin à leur

domicile, par des effectifs policiers imposants. Des perquisitions ont même été effectuées à leur domicile.

Deux rassemblements à l'appel d'une trentaine d'associations, syndicats ou partis politiques ont eu lieu pour exiger leur libération, regroupant 80 puis, le lendemain, une centaine de manifestants. Devant le commissariat, tous scandaient « Militer n'est pas un crime, relaxe, relaxe, pour les quatre de Grenoble », « Libérez nos camarades. » Les quatre jeunes ont finalement été libérés après trente-neuf heures de garde à vue. Mais la procédure judiciaire se poursuit.

Pendant ce rassemblement, des policiers ont jeté de leurs fenêtres un seau d'eau sur les manifestants, et l'un a crié « Au boulot les fainéants ! » Un tract du syndicat Alliance a même atterri sur la pelouse... Visiblement, la situation politique encourage les partisans de la matraque!

Correspondant LO

Taxe foncière : les petits propriétaires rançonnés

Dans beaucoup de grandes villes, de nouvelles hausses de la taxe foncière sont annoncées pour 2022. À Tours, la taxe va bondir de 15,4 %, à Marseille de 14 %, à Strasbourg de 12,6 %, à Nantes de 11 %, etc. Et ce mouvement de hausse n'est pas une nouveauté mais est la continuation d'un mouvement de fond.



REPUBLICAIN LORRAIN

L'an dernier, le constat avait été déjà fait qu'en dix ans, de 2010 à 2020, la taxe foncière avait augmenté de 28% en moyenne dans toute la France. Cette taxe foncière est l'impôt local que payent tous ceux qui sont propriétaires de leur habitation, qu'ils soient riches ou pauvres. Cet impôt n'est pas basé sur les ressources des habitants mais sur un indice fixé sur des critères parfois très discutables, qui peuvent aboutir à ce que de riches propriétés ou appartements anciens payent moins en proportion de leur taille qu'un simple appartement ou pavillon occupé par des familles ouvrières. Des millions de familles de travailleurs et de gens modestes sont donc directement touchés par ces hausses qui mettent à plat les ressources de la famille.

Pour justifier cet envol des augmentations, certains

élus évoquent la suppression de la taxe d'habitation sur la résidence principale décidée par Macron, et le fait que la compensation de l'État est insuffisante.

Certains maires de petites communes ne voient donc pas d'autre solution pour pallier le désengagement progressif de l'État. Mais, bien souvent, les maires des grandes métropoles se conduisent comme le reste de l'appareil d'État, au service des plus riches, soucieux en priorité des intérêts du patronat, et bien souvent méprisants vis-à-vis des attentes et des besoins des milieux populaires les moins riches.

Ces hausses des taxes foncières sont une sinistre illustration de la façon dont ceux qui dirigent la société en font retomber les frais sur les classes populaires.

Paul Sorel

Carlos Ghosn : à voleurs, voleur et demi

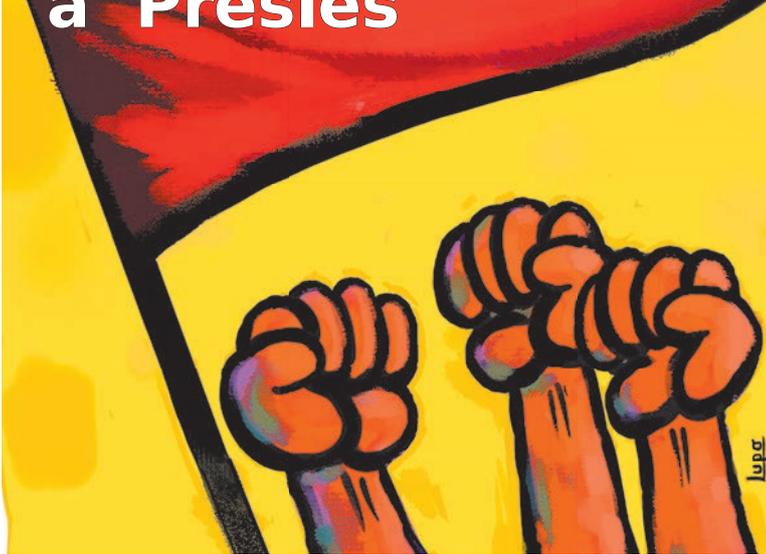
La France a lancé un mandat d'arrêt international contre Carlos Ghosn, l'ex-PDG de Renault-Nissan. La saga Carlos Ghosn continue donc. Après la justice japonaise, c'est la justice française qui pourrait le poursuivre pour abus de biens sociaux, blanchiment, corruption... Il aurait réussi à se faire reverser plus de 30 millions de dollars par un grand distributeur du groupe Renault basé à Oman, au Moyen-Orient.

La justice lui reproche d'avoir escroqué les

actionnaires de Renault. Mais cet argent, détourné frauduleusement ou obtenu légalement, fait surtout partie de la richesse extorquée à des centaines de milliers de travailleurs par les bas salaires, la précarité et les cadences de plus en plus insupportables.

Le véritable scandale n'est pas tant que Ghosn ait volé quelques millions aux autres dirigeants de Renault ; c'est l'exploitation capitaliste qui, bien que tout à fait légale, est à bannir.

Fête de Lutte ouvrière, les 27, 28 et 29 mai à Presles



Trois jours de fraternité

Dans une situation politique marquée par la réélection de Macron, la progression des idées d'extrême droite et l'inquiétude suscitée par la guerre en Ukraine, la fête de Lutte ouvrière sera une grande bouffée d'air pour ceux qui refusent de se résigner.

Elle permettra à ceux qui se sont reconnus dans le programme défendu par

Nathalie Arthaud lors de la présidentielle de se retrouver et d'affirmer que le combat pour ces idées continue.

Des débats politiques, des exposés sur les sciences, les arts, l'histoire des hommes et des sociétés, mais aussi des concerts, spectacles, cinéma, jeux et activités pour grands et petits, la fête, c'est tout cela ! Sans oublier les dizaines de stands proposant

des spécialités culinaires d'ici et d'ailleurs.

Ce seront trois jours d'échanges, de joie et de fraternité. Et l'idéal communiste, révolutionnaire et internationaliste de travailleurs conscients de partager les mêmes intérêts contre leurs exploités par-delà les frontières sera bien vivant à la fête.

Meetings de Nathalie Arthaud

Samedi 28 et dimanche 29 à 15 heures



YANN ORHAN



Soudad Massi.



Delgres.

BOBY

Spectacles du grand podium

Vendredi

- Gadge Tavaritch, jazz manouche, chansons swing
- Martha Fields Band, country folk
- El Gato Negro, soukous, cumbia et afroTrap

Samedi

- La Compagnie Jolie Môme
- Soudad Massi, chanteuse chaâbi folk
- Bernard, chants de la Commune de Paris
- Radio Babel, combo polyphonique

Dimanche

- Delgres, blues rock créole
- The Moonlight Swampers, reprises rock

La Cité des arts

Ateliers, miniconférences, danses, conférences-spectacles

- Le théâtre de masque
- Venez vous essayer aux instruments à vent
- Rejoignez la compagnie Dancers in the Park pour chorégrapheur
- Pourquoi l'opéra n'a rien à envier au cinéma
- Initiation à l'aquarelle
- D'où viennent les couleurs
- des peintres, de Lascaux à nos jours ?
- La Renaissance et la perspective
- Atelier modelage
- Jouets optiques à fabriquer
- Atelier l'art de la mosaïque
- L'opéra chinois
- L'histoire du blues
- Le vitrail gothique...



Débats au chapiteau Karl Marx

- **Nathalie Arthaud** : pour son livre *Communiste, révolutionnaire, internationaliste !*
- **Jean-Pierre Mercier** : les militants révolutionnaires dans les syndicats
- **Michèle Audin** : *La Semaine sanglante, mai 1871*
- **Serge Benham** : *Les convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale*
- **William Blanc/Christophe Naudin** : *Charles Martel et la bataille de Poitiers, de l'histoire au mythe identitaire*
- **Medhi Charef** : pour sa trilogie autobiographique
- **Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry** : la lutte de grévistes sans papiers
- **Jean-Paul Demoule** : *Homo migrans, de la sortie d'Afrique au grand confinement*
- **Olivier Houdart** : la réforme de l'orthographe
- **Alain Lecaie** : *Comptes et légendes, les dessous des statistiques économiques*
- **Judith Magre** : lectures
- **Jean-Jacques Marie** : *Des gamins contre Staline*
- **Désiré Nogrette** : *Vivre heureux en luttant*
- **Paul Palacio** : *Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt*
- **Frédéric Paulin** : *La grande peur du petit Blanc*
- **Clara Perrin** : *La santé et la révolution, Russie soviétique 1917-1924*
- **Roland Szpirko** : *Passage de témoin*
- **Sylvie Thénault** : *Les ratonnades d'Alger 1956*
- **Marco Wolf** : la science, produit des scientifiques ou de la société

Présentations d'ouvrages : *Souvenirs de ma vie*, d'August Bebel : par Monique Tesseyre et Dominique Petitjean, traducteurs – *Staline*, de Léon Trotsky – *Les Cahiers de Verkhneouralsk, écrits de trotskystes soviétiques 1930-1933*, par un des traducteurs



Fête de Lutte ouvrière

Et aussi

Le Village médiéval

Ateliers du Moyen-Âge; jeux médiévaux; jongleurs et acrobates; conférences; théâtre: *Le Procès du cochon - Lysistrata ou comment les femmes ont arrêté la guerre*

L' Arboretum

Avec 110 espèces d'arbres - sept visites thématiques en permanence - expositions - ateliers - animations autour des arbres.

Le Carrousel de la Connaissance

Balades aux côtés des premiers paysans. Spectacle audiovisuel de 45 minutes

Les Animations

Les jeux pour tous, le feu d'artifice, le bal de nuit, les spectacles dans les allées...

L' Accrobranche

Des expositions, des forums politiques

Au chapiteau scientifique

- Patrick Berche (médecin): pourquoi la Covid-19
- Laure Bonnaud-Ponticelli (Museum National d'Histoire Naturelle): les pieuvres
- Roland Lehoucq (astrophysicien): pourquoi le soleil brille
- Céline Bon (paléo-généticienne): tous métais, tous migrants
- Valérie Delattre (archéologue): le handicap en préhistoire
- Marc Peschanski (biologiste-chercheur): les nouvelles thérapies issues du vivant
- Pierre Olivier Lagage (astrophysicien): le nouveau télescope spatial James Webb
- Alain Dutech (chercheur informatique): des machines pensantes
- Samuel Alizon (écologue): prévoir les épidémies de SARS-CoV-2
- Cléo Bertelsmeier (chercheuse en écologie): les sociétés de fourmis
- Francis Martin (chercheur): microbes, champignons, végétaux
- René Frydman (pionnier de la fécondation in vitro): une histoire de la naissance
- Caroline Freissinet (astrochimiste): la vie dans le système solaire?

Des mini-conférences, des ateliers

Le jeu de solitaire - La chimie qui bulle et qui lave - L'écriture sur tablette d'argile - La vue en relief - Faire parler les pierres - La poussée d'Archimède - Virus et évolution - Le nucléaire - Les extra-terrestres - Grands singes et culture - Les mathématiques arabes - Épidémies et probabilités - Température ressentie - Le Big Bang - Les semi-conducteurs - Covid et réanimation - L'aventure du livre - Tester des médicaments...

Le Préhisto-parc

Conférences

- Olivier Blin: reconstitution d'un tour de potier
- Philippe Lorquet: ouverture d'un bas-fourneau
- Vincent Mourre: la taille du silex
- Stephen Rostain: l'Amazonie pré-colombienne
- Des villages gaulois aux premières villes
- Les femmes à la préhistoire
- La révolution néolithique
- Les couleurs (de peau) de l'humanité...

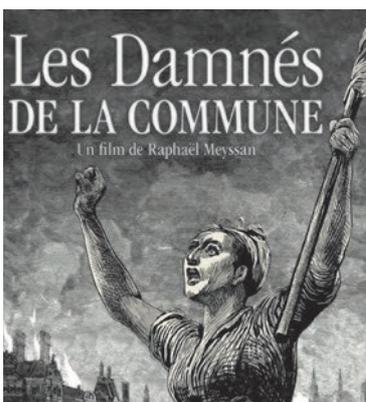
Ateliers

L'art du feu - Les fouilles archéologiques - Les métiers à tisser - La céramique...



Cinéma permanent

- On pourra voir notamment :
- Chers camarades! d'Andrei Konchalovsky
 - Les damnés de la Commune, de Raphaël Meyssan
 - La fracture, de Catherine Corsini
 - Les heures heureuses, de Martine Deyres
 - Paris, Stalingrad, de Hind Meddeb et Thim Naccache
 - Ouistreham, d'Emmanuel Carrère
 - Un triomphe, d'Emmanuel Courcol
 - L'événement, d'Audrey Diwan
 - La loi de Téhéran, de Saeed Roustayi
 - Lingui, les liens sacrés, de Mahamat-Salah Haroun



Côté pratique

La fête se tient dans le parc du château de Bellevue à Presles (Val-d'Oise), à 30 km au nord de Paris, dans un parc boisé de 12 hectares.

Elle se déroulera pendant le week-end de l'Ascension, le vendredi 27 mai de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du samedi 28 mai 9 heures au dimanche 29 mai 20 heures.

La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 15 euros en prévente, 25 euros sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Les bons d'achat

Pour obtenir à l'avance 20% de réduction sur tous vos achats à l'intérieur de la fête, des bons d'achat sont disponibles au prix de 4 euros pour 5 euros de pouvoir d'achat.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos militants et sur le site Internet de la fête.

Renseignements, programme, vente de cartes et bons :

<https://fete.lutte-ouvriere.org>

Pour venir

En train

Nous recommandons ce moyen de transport.

La gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Départ de Paris-Gare du Nord toutes les heures. Un minibus fait la navette entre la gare et la fête.

En voiture

Le stationnement est difficile dans Presles. Merci de respecter les signalisations, de se garer dans les parkings réservés, et de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage

Ukraine – Russie : les États-Unis veulent que le conflit dure

Visites de hauts responsables, augmentation des aides financières et militaires, livraisons massives d'armes : les dirigeants américains tiennent à montrer qu'ils s'engagent davantage dans la guerre en Ukraine face à la Russie.

Le 27 avril, le secrétaire d'État américain déclarait : « *Nous voulons maintenant voir la Russie affaiblie à un point tel qu'elle ne puisse pas recommencer des choses comme envahir l'Ukraine.* » Le 28 avril, Joe Biden demandait au Congrès une rallonge de 33 milliards de dollars destinés à l'Ukraine, dont 20 milliards pour lui livrer des armes. Une telle somme représente trois fois le budget militaire annuel de ce pays. Le 30 avril, Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, effectuait à son tour une visite à Kiev pour enfoncer le clou : « *Nous serons à vos côtés jusqu'à ce que le combat soit terminé.* » Un conseiller du ministère américain des Affaires étrangères, interviewé le 2 mai par *Le Monde* déclarait : « *Nous devons nous préparer et préparer les Ukrainiens à une guerre longue.* »

L'objectif des dirigeants américains n'est donc pas

d'obtenir rapidement la fin de cette guerre fratricide et de son cortège d'horreurs. Pour eux, les difficultés des armées russes sont l'occasion à saisir pour affaiblir durablement le pouvoir de Poutine. Ils veulent renforcer ainsi les positions de leurs capitalistes en Europe de l'Est et accessoirement en profiter pour affaiblir celles de leurs alliés européens.

Affaiblir au maximum la Russie, cela signifie prolonger la guerre. Pour cela, les États-Unis s'engagent à fournir des armes quasiment sans limite, tandis que les Ukrainiens sont invités à fournir les combattants, c'est-à-dire les morts, et à subir toutes les destructions et les privations d'un pays en guerre. Et quelles seraient les conditions d'un arrêt des combats pour les dirigeants américains ? S'agit-il du retrait des troupes russes des villes et des régions occupées depuis le 24 février dernier ? Du retour à l'Ukraine



VIKTOR XINHUA

de l'ensemble du Donbass, y compris des régions qui avaient fait sécession en 2014 ? Du retour de la Crimée annexée par Poutine en 2014 ? Ils se gardent bien de le préciser.

À la question : « *Que signifie défendre son pays, quels sont les objectifs réalisables ?* », le conseiller américain déjà cité a répondu : « *C'est aux Ukrainiens de décider.* » Mais quels

Ukrainiens ? Les dirigeants ukrainiens, tenus à bout de bras par leurs soutiens militaires occidentaux, se conforment à leurs objectifs. Quant à la population ukrainienne, avec toute la variété de ses sentiments vis-à-vis de Zelensky, des États-Unis ou de la Russie, avec ses aspirations légitimes à la paix, personne ne va la consulter sur la marche de la guerre, ses objectifs et sa fin

éventuelle.

Quand Biden et les dirigeants de l'impérialisme américain estimeront que le conflit a assez duré, ils sauront trouver avec Poutine et les privilégiés russes un compromis et Zelensky devra s'y conformer. Entretemps, la population ukrainienne aura payé le prix fort pour cette guerre entre deux blocs par peuples interposés.

Xavier Lachau

La guerre et la dés-Union européenne

Le 8 mars, Joe Biden annonçait un embargo sur les achats de gaz, de pétrole et de charbon russes. Il présentait cette mesure comme frappant le Kremlin au portefeuille pour le punir de faire la guerre en Ukraine.

L'Union européenne (UE) affiche les mêmes dispositions à l'encontre de Poutine. Mais, deux mois plus tard, alors qu'elle s'apprête à adopter un sixième train de sanctions contre

la Russie, elle peine à s'entendre sur la façon de les concrétiser.

L'exercice tient du grand écart car il s'agit de ménager des États européens aux intérêts rien moins que

convergençs, certains dépendant étroitement des importations de gaz russe. Le tout sans oublier, ce qui n'est pas le moins important, les intérêts des compagnies pétrolières européennes, la française Total au premier chef, qui, à la différence de leurs homologues américaines, restent très présentes dans la commercialisation sinon l'exploitation des hydrocarbures russes.

L'Allemagne, première puissance économique du continent, ne peut fonctionner sans le gaz russe. Fin avril, la confédération des employeurs BDA avait déclaré qu'un « *embargo rapide sur le gaz* » compromettrait la production et conduirait à des « *destructions d'emplois* ». Robert Habeck, le vice-chancelier allemand, avait enfoncé le clou en affirmant que cela « *mettrait en danger la paix*

sociale ». Par pudeur, sans doute, ni les uns ni les autres n'évoquaient ce qui motive leur refus : le souci de ménager les affaires de leurs capitalistes.

Le problème se pose à peu près dans les mêmes termes aux Pays-Bas et dans le nord industriel de l'Italie. En faisant la moue ou en s'opposant à l'envoi d'armes à l'Ukraine, des mouvements comme la Ligue de Salvini, ex-Ligue du Nord, ou le mouvement Cinq Étoiles ne tiennent pas seulement compte d'une opinion qui y est majoritairement opposée. Ils tiennent compte des intérêts très concrets de certains industriels et grands groupes italiens, qui ont des liens d'affaires étroits avec la Russie.

De la même façon, la France et l'Allemagne, ainsi que les Pays-Bas notamment, ont adopté des politiques sensiblement différentes en

matière de soutien militaire à l'Ukraine. L'Allemagne, qui ne voulait pas irriter Moscou et risquer de se voir couper le robinet du gaz – ce qui vient d'arriver à la Bulgarie –, a d'abord hésité à fournir des armes à l'armée ukrainienne, en tout cas elle l'a fait savoir. La France, elle, troisième exportateur d'armes mondial, s'est faite discrète tout en cherchant à tenir son rang... face à la forte concurrence américaine et britannique.

Ces divergences révèlent une des contradictions majeures de cette Europe-là : être un assemblage de 27 pays que dominent quelques puissances impérialistes associées mais rivales, et notamment la France et l'Allemagne.

Prise en tenaille dans cet affrontement entre deux blocs, leur unité de façade montre ses fissures.

Pierre Laffitte



Nord Stream 2 en Allemagne.

Afrique : laissée pour compte du transport maritime

La politique de confinement choisie par le gouvernement chinois pour lutter contre la résurgence de l'épidémie conduit à un nouvel encombrement des ports du pays considéré comme « l'atelier du monde », annonçant de nouvelles perturbations dans le transport maritime et, partant, dans l'économie mondiale.

La tempête qui vient n'aura pas les mêmes conséquences pour tout le monde. Les armateurs y trouveront une nouvelle occasion de s'enrichir. Les années 2020 et 2021 ont en effet été à la fois l'occasion du plus grand désordre dans le commerce maritime et des plus grands profits pour les alliances d'armateurs qui se partagent le marché. Mais, à l'autre bout de la pyramide de l'exploitation, les dizaines de millions de travailleurs d'Afrique dont la survie dépend du commerce mondial descendront une marche de plus vers la misère.

Aussi pauvre soit-elle, l'Afrique est insérée dans le marché mondial et dépend de ses ports. Le commerce par conteneurs, qui concerne quasiment tous les produits manufacturés, y est monopolisé par MSC, Maersk et CMA-CGM, trio

de tête de la piraterie mondiale. Entre les continents, les conteneurs voyagent sur des navires géants capables d'en embarquer plus de 20000. Mais, à cause de leur tirant d'eau de 16 mètres, ces bateaux ne peuvent aborder que dans cinq ports sur tout le continent africain. Deux d'entre eux sont des ports de transbordement des lignes internationales, tournés en fait vers l'Europe : Tanger-Med à la sortie de la Méditerranée, et Port-Saïd, à l'entrée du canal de Suez. Durban, port industriel d'Afrique du Sud et Alexandrie, au débouché du Nil, ne peuvent desservir le continent, vu leur situation géographique. Reste Lomé, au Togo, sur la façade ouest du continent, et rien sur la façade est.

Les conteneurs doivent donc être transbordés sur de plus petits navires à partir de Tanger-Med et surtout



Sur le port de Cotonou, au Bénin.

de Lomé, ou bien être transportés depuis l'Europe, l'Asie ou l'Amérique sur des porte-conteneurs de moindre capacité. Cela réduit la rentabilité de l'opération au regard de celle obtenue sur les grandes routes maritimes parcourues par les super-porte-conteneurs.

La rentabilité du transport de conteneurs est également obérée par la situation même de l'Afrique. Si le continent est exportateur de matières premières, qui partent sur d'autres navires

que les porte-conteneurs, il est importateur net de biens de consommation. Les conteneurs qui apportent des marchandises à Abidjan ou Lomé repartent souvent à vide, faute de produits manufacturés à exporter. Les armateurs font donc payer à leurs clients le prix du retour à vide.

Au moment du grand embouteillage post-Covid et de l'explosion concomitante de leurs profits, les armateurs ont un peu plus resserré le garrot sur l'Afrique,

supprimant des lignes entières. Des escales prévues sont supprimées par simple notification, car les navires ont du retard, charge aux clients de récupérer leurs conteneurs dans un autre port du continent. Devant la puissance du premier armateur mondial, les protestations d'un patron ivoirien ou même d'un ministre sénégalais ont alors peu de poids. Enfin, les tarifs ont encore plus augmenté qu'ailleurs. Ainsi, en décembre 2021, le prix moyen sur la ligne Shanghai-Lagos était de 55 dollars, par mille marin et par conteneur, mais seulement de 20 dollars par mille et par conteneur sur Shanghai-New York.

Ces tarifs de gangsters et l'arrêt de l'économie de fait mettent au chômage une partie des travailleurs des ports et des zones industrielles qui leur sont liées, et rongent le niveau de vie des toutes les populations. Dans le même temps les bénéficiaires de MSC, Maersk et CMA-CGM ont atteint des records. Si la propriété c'est le vol, que dire de la concentration du capital?

Paul Galois

États-Unis : le droit à l'avortement en sursis

La Cour suprême des États-Unis est en train de préparer le renversement de la décision de 1973 qui avait fait de l'avortement un droit reconnu à l'échelle du pays.

Un nouvel arrêt serait déjà rédigé qui pourrait être officialisé bientôt et donnerait légalement à chaque État le droit d'interdire l'avortement, sans contestation possible au niveau fédéral.

Depuis longtemps déjà, les politiciens élus grâce à

l'appui des courants réactionnaires et religieux leur donnent satisfaction en restreignant le plus possible le droit à l'avortement, et le mouvement s'accélère. C'est au tour de l'Oklahoma d'adopter en ce moment une loi, calquée sur celle mise en place au Texas en septembre

dernier, prévoyant l'interdiction de l'avortement après la sixième semaine de grossesse, à un moment où de nombreuses femmes ne savent pas encore qu'elles sont enceintes. Aucune exception n'est prévue en cas de viol ou d'inceste. Le personnel médical qui pratiquerait une IVG encourrait dix ans de prison et 100 000 dollars d'amende. De plus, la délation est encouragée par une prime de 10 000 dollars.

Depuis que le Texas, avec ses 30 millions d'habitants, avait adopté une législation de ce type, des milliers de femmes se rendaient dans l'Oklahoma voisin pour avorter. Ces lois d'État ont été jusqu'à présent contestées juridiquement en saisissant la Cour suprême. Mais de toute évidence celle-ci n'est pas un rempart. En cas de renversement de l'arrêt de 1973, les lois les plus restrictives, qui étaient jusqu'à présent suspendues, s'appliqueraient.

L'avortement serait criminalisé sur une grande partie du territoire américain.

Si cela se produit, on peut être sûr que Joe Biden et les démocrates au pouvoir à Washington émettront des protestations et plaindront les femmes ainsi privées du droit à maîtriser leur corps. Mais ils leur demanderont aussi de se soumettre aux lois, fussent-elles barbares. Au nom du droit des États à décider, la « démocratie » américaine a ainsi permis pendant soixante-dix ans que des millions de Noirs soient soumis à l'esclavage dans une douzaine d'États. Puis, pendant un siècle, ils ont été privés des droits élémentaires en subissant les lois ségrégationnistes. Il a fallu le mouvement noir massif, tenace et profond des années 1950 et 1960 pour que, ne serait-ce que le droit de vote des Noirs, devienne effectif dans tous les États.

De même, il y a cinquante ans les femmes américaines

n'ont pu faire valoir leur droit à l'avortement qu'en organisant un mouvement devant lequel l'État fédéral, déjà confronté à une contestation de la population noire et à un important mouvement contre la guerre du Vietnam, a cédé. En 1973, la Cour suprême, composée de juges tout aussi réactionnaires qu'aujourd'hui, avait alors transcrit dans le droit ce rapport de force favorable aux femmes en rendant l'avortement légal à l'échelle du pays.

Dans la soirée du 2 mai, dès que la nouvelle du projet de la Cour suprême s'est répandue, des manifestants ont afflué spontanément devant son siège de Washington pour protester contre ce retour en arrière. Bien plus sûrement que les démocrates de la Maison Blanche et du Congrès, ce début de mobilisation montre la voie de la protection du droit des femmes.

David Mencas



Lors d'une précédente manifestation pour le droit à l'IVG. "Avorter, c'est se soigner. Se soigner est un droit humain".

Lumina Services – Rouen : Amazon utilise des patrons voyous

Lundi 2 mai au matin, les salariés de Lumina Services, une entreprise de livraison d'Amazon située à Saint-Étienne-du-Rouvray dans la banlieue rouennaise, ont eu la désagréable surprise de recevoir un message WhatsApp leur indiquant que la patronne mettait fin à l'activité.

Cette patronne n'en est pas à son coup d'essai puisque c'est pour elle la troisième entreprise fermée en quelques années. Lumina Services est une caricature de ce qui se fait dans le domaine de la livraison, pourtant déjà peu connu pour le respect des droits des salariés : les journées à rallonge, tant qu'il reste des colis il faut finir, les heures supplémentaires non payées, les jours de repos non respectés avec l'utilisation de plusieurs badges nominatifs pour dépasser les quotas réglementaires, les accidents du travail non déclarés, les

plannings changés au dernier moment, etc.

Lumina Services n'a pas de bureau, pas de camionnettes, elle les loue selon les besoins. En fait, c'est Amazon qui décide de tout, qui distribue le travail, qui fournit les badges et le logiciel de suivi des livraisons, c'est aussi Amazon qui se porte garant pour la location des camionnettes.

Amazon ne peut ignorer le fait que des camionnettes rentrent plusieurs heures après la fin réglementaire du travail, que des livreurs n'ont pas leurs jours de pause, que des camionnettes

roulent avec des pneus plats ou avec le rétroviseur qui pendouille.

En fait, depuis le 28 avril, un groupe de neuf salariés de cette entreprise étaient en lutte. Ils avaient été embauchés en octobre, un peu avant le pic des livraisons de fin d'année, en CDI avec la promesse d'un emploi pérenne et d'une aide pour leur régularisation, la majorité d'entre eux ne disposant que de titres de travail italiens.

En février, après qu'ils eurent formé de nouveaux embauchés, la patronne a annoncé oralement leur licenciement, sans entretien préalable, sans lettre de licenciement, sans certificat de travail, sans solde de tout compte... et sans leur payer ce qu'elle leur devait. Depuis le 28 avril, ces travailleurs



Les livreurs en grève.

ont donc organisé un piquet aux abords de l'entrepôt Amazon pour réclamer leur dû et leur régularisation. Lors de la manifestation du 1^{er} mai à Rouen, ils ont manifesté en tête de cortège avec le slogan : « Amazon, notre salaire – Préfecture, nos papiers ».

Lundi 2 mai, Amazon a refusé l'entrée aux salariés de Lumina Services venant

prendre leur poste, en leur annonçant ne plus travailler avec cette entreprise. Mais les piquets continuent, rejoints maintenant par ceux qui, à leur tour, ont appris leur licenciement.

C'est bel et bien Amazon le responsable de cette situation et c'est à Amazon d'assurer les emplois et les salaires.

Correspondant LO

Horaires de travail atypiques : une mesure de l'exploitation

L'Institut national des études démographiques (Ined, organisme public) a publié un rapport sur les horaires de travail atypiques, c'est-à-dire sur ceux des salariés qui travaillent tôt le matin, tard le soir, la nuit, le dimanche ou en horaires fractionnés.

36 % des salariés de ce pays sont soumis habituellement à ce type d'horaires, particulièrement des femmes et majoritairement des travailleurs mal payés. 18 % des travailleurs, les plus mal lotis de ce point de vue, sont contraints à de « petits temps fractionnés et des horaires imprévisibles ». Là encore il s'agit de femmes faisant des heures par-ci, par-là chez des particuliers ou des entreprises de ménage, de restauration, etc. sans aucune certitude sur le salaire qu'elles auront au bout du compte ni même sur la façon dont s'organisera la journée du lendemain.

Derrière les chiffres de l'Ined, chaque salarié peut voir la pression continue et féroce du patronat. Un certain nombre d'entre eux peuvent même y voir un visage, un nom et une voix car il faut des chefs, patrons petits et grands et leur hiérarchie, pour exercer cette pression. Mais il a aussi fallu des dispositions légales rendant possible cette augmentation de l'exploitation du travail et le rapport de l'Ined les cite.

Il s'agit des lois favorisant

la modulation des horaires, multipliant les dérogations pour le travail du dimanche, abolissant l'interdiction du travail de nuit des femmes, créant le statut d'autoentrepreneur et généralisant les prétendues négociations au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire soumettant un peu plus les salariés au chantage patronal.

La plupart de ces lois, ou plutôt de ces attaques, ont été le fait de gouvernements de gauche et étaient de plus présentées comme des avancées sociales. Il suffit, entre autres, de se souvenir de la loi Aubry, instaurant la modulation du temps de travail discutée entreprise par entreprise, du gouvernement Jospin revenant sur l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, de la loi-travail imposée par Hollande aggravant toutes les dispositions précédentes. Ceci explique sans doute les piteux résultats du PS et du PCF à l'élection présidentielle et devrait susciter au moins la méfiance quant aux promesses de ceux qui se proposent de les remplacer.

Paul Galois

Smic : salaire trop minimum !

Avec l'augmentation de 30 euros intervenue le 1^{er} mai, le smic passe à 1 302,64 euros net. En conséquence, les travailleurs dont le salaire était à peine supérieur au smic vont maintenant toucher le minimum légal.

Déjà l'an dernier, un salarié sur huit était payé au smic. Le salaire minimum fixé dans 85 % des conventions collectives

des branches de plus de 5 000 salariés se retrouve maintenant à un niveau inférieur au smic. Cela concerne, par exemple, le secteur du nettoyage, la coiffure, la chimie, les banques, le textile. Dans la fonction publique, huit échelons de fonctionnaires de catégorie C et deux de catégorie B se retrouvent en-dessous du smic.

Alors que les prix

flambent, les patrons refusent d'augmenter les salaires, certains se contentant d'accorder ponctuellement une prime par-ci, une augmentation individuelle par-là. L'augmentation du smic, elle, se limite au minimum fixé par la loi, notoirement insuffisant aujourd'hui. Une limite qu'il faudra faire sauter !

Sacha Kami

Chèque alimentaire : les travailleurs ne font pas la manche

En cette période électorale, on reparle du chèque alimentaire. Macron s'en est fait le promoteur pendant toute sa campagne présidentielle et a annoncé le 22 mars sur la radio France Bleu qu'il allait le mettre en place.

Le président en avait parlé pour la première fois déjà en décembre 2020 devant la Convention citoyenne pour le climat, mais bien que voté par l'Assemblée,

ce chèque n'a toujours pas vu le jour. Macron prétend avec celui-ci « aider les ménages les plus modestes » face à la hausse des prix.

Le contour précis de ce fameux chèque serait en train d'être fixé. Il pourrait concerner huit millions de bénéficiaires, et son montant pourrait se situer entre 30 et 60 euros par mois, sans que l'on sache pour combien de temps.

Ce chèque sera financé

par l'État, c'est-à-dire par les impôts. Cela revient à donner d'une main aux travailleurs ce qu'on leur vole de l'autre. Mais ils ne demandent pas l'aumône, ils produisent tout et veulent pouvoir vivre correctement de leur travail, ce qui nécessite une augmentation conséquente des salaires et des retraites. Il faudra forcer les patrons à la payer.

Daniel Mescla

Plan Hirsch pour la santé : cautère sur une jambe de bois

Martin Hirsch, le directeur de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) vient de transmettre au gouvernement ses propositions pour soi-disant refonder l'hôpital public.

Bien sûr, crise du Covid oblige, Hirsch commence par rendre hommage aux soignants qui, sans aucuns moyens, ont fait face à la pandémie depuis mars 2019. Il reconnaît la situation catastrophique des hôpitaux, où il manquerait selon lui 8% des infirmières nécessaires et où des lits par milliers – Hirsch parle de 14 à 15% des lits – sont fermés. « *On est perpétuellement sur la brèche, on ne tourne pas comme cela devrait* », dit-il. Ce réquisitoire, dressé par tout le monde, Hirsch ne peut bien sûr pas le contester.

Quand Hirsch évoque le Ségur de la Santé, il admet qu'il a tout juste prévu un rattrapage salarial, bien insuffisant, qui n'a pas du tout mis fin aux vagues de départs dans les hôpitaux. Il chiffre à 500 000 soignants d'ici 2030 le nombre

de personnes à embaucher pour que l'hôpital tourne comme il devrait. Et après le diagnostic, il avance bien sûr ses solutions.

Mais on ne se refait pas si vite, même si ce haut fonctionnaire spécialisé dans la gestion hospitalière prétend avoir des solutions audacieuses. Son plan pour « refonder l'hôpital » montre des solutions qui ne dépassent jamais le niveau de mesures technocratiques et administratives sans répondre aux problèmes de fond, à savoir le manque de moyens humains et matériels. Ainsi quand Hirsch parle du financement de l'hôpital, il se présente comme un défenseur de la tarification à l'acte (T2A). Ce système, comme son nom l'indique, fixe le budget des hôpitaux en fonction de leur activité médicale. Mis en place en 2004, il a abouti à une course



effrénée à la rentabilité puisqu'elle incite à réaliser le maximum d'activité pour ramener de l'argent à l'hôpital. Et alors même que, depuis 2019, Macron annonce une remise en cause de cette T2A si décriée, Hirsch la défend bec et ongles. Quant à imaginer une augmentation considérable du budget de la santé, en prenant par exemple sur le budget de l'armée ou sur les profits, vous n'y pensez pas!

En ce qui concerne les rémunérations du personnel, Hirsch propose de renoncer aux grilles

salariales actuelles qui ne sont pas assez attractives pour donner envie aux soignants de rester à l'hôpital public. Mais ce serait pour les remplacer par un système complexe qui reviendrait à pouvoir augmenter largement certaines professions médicales sans réellement toucher aux salaires des autres. Et dans tous les autres points de son plan, comme la gouvernance de l'hôpital, les mêmes critères de rentabilité dominent. Ainsi Hirsch propose que la Sécurité sociale gère totalement les facturations, avec

le but avoué de supprimer 1 500 postes administratifs à l'AP-HP.

Mais quoi d'étonnant à tout cela car, si Hirsch discute bilans et chiffres, à aucun moment il ne songe à demander l'avis du personnel auquel il rend hommage. Le seul dont il entend avoir l'oreille est visiblement Macron, qui dans sa campagne a lui aussi promis de réformer l'hôpital. À se demander si ce qu'Hirsch présente à Macron n'est pas sa candidature au poste de ministre de la Santé.

Cédric Duval

Maternités : l'État impose les fermetures

La maternité de Nevers a dû fermer huit jours en avril, en raison de la pénurie de sages-femmes. Elle n'a rouvert depuis que grâce à la mobilisation, forcément provisoire, de la réserve sanitaire.

Cet établissement, qui assure en moyenne 1 200 naissances par an, est la dernière maternité de la Nièvre. Les autres établissements (Bourges, Auxerre, Moulins...) sont souvent à plusieurs dizaines de kilomètres. Les temps de

transport accrus mettent les femmes et les bébés en danger, et ne sont peut-être pas étrangers à la hausse de la mortalité en France.

La disparition des maternités n'est pas un problème spécifique à la Nièvre, et plusieurs autres

départements sont menacés. En réalité, ces fermetures sont voulues par l'État depuis longtemps. En 1975, la France comptait 1 369 maternités; en 2019, elle n'en comptait plus que 461, soit une baisse des deux tiers.

La droite en a supprimé, la gauche en a fait autant, et Macron a poursuivi le sale travail. Le nombre de naissances n'a pourtant guère

baissé, il a même été un temps supérieur au niveau des années 1970. Mais pour faire des économies, l'État a multiplié les fermetures.

Aujourd'hui, c'est souvent en raison de la pénurie de personnel que les établissements ferment. Mais, là aussi, la politique de l'État est en cause.

Les sages-femmes assurent des gardes de 12 heures, nuits comprises,

pour 1 700 euros par mois en moyenne. Recruter massivement du personnel nécessiterait d'en former, d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail. L'État s'y refuse et quand Macron promet « un grand chantier » contre les déserts médicaux, c'est un pyromane bien peu crédible dans ses habits de pompier.

Michel Bondelet

Aux Lilas, le combat continue

Vendredi 29 avril, une manifestation a eu lieu devant le ministère de la Santé pour le maintien de la Maternité des Lilas en Seine-Saint-Denis. Une pétition circule déjà signée par plus de 39 000 personnes.

Dans la commune des Lilas, deux réunions ont eu lieu à la mairie, dont l'une avec 60 personnes bien décidées à organiser la riposte. Un tract sera distribué pour informer la population qui avait été très impliquée dans la lutte pour

le maintien de la maternité entre 2011 et 2013.

En effet, à cette époque, des milliers de personnes avaient manifesté contre la décision de l'Agence régionale de santé (ARS), dirigée alors par Claude Évin, de supprimer les crédits prévus

pour la reconstruction de cette maternité vétuste sur un autre terrain déjà réservé par la commune.

Les initiatives, diffusions de tracts, réunions, manifestations avaient été nombreuses et finalement l'ARS avait maintenu le financement pour que la maternité continue son activité, mais sans accepter sa reconstruction.

Aujourd'hui, l'ARS veut soit la fermer, soit la faire reprendre par le groupe

Avec, qui compte plus de 200 établissements sanitaires et médicaux-sociaux à travers le pays, en la fusionnant avec la clinique Vauban située à Livry-Gargan. L'inquiétude est grande parmi le personnel, qui craint bien sûr la fermeture, mais aussi, s'il y a cette fusion, de voir remis en cause l'esprit de la maternité des Lilas, une des premières à avoir pratiqué l'accouchement sans douleur (après la clinique des Bluets). La maternité fait

aujourd'hui encore 1 200 accouchements par an, dans le respect du choix des femmes sur la méthode utilisée, et pratique 900 IVG.

Toutes les femmes habitant Paris ou la Seine-Saint-Denis qui ont mis un enfant au monde dans cette maternité sont soucieuses de son maintien. La mobilisation va continuer sur la ville des Lilas et au-delà pour faire reculer l'ARS et le ministère.

Correspondant LO

Renault : diviser pour mieux palper

À l'occasion de l'annonce de ses résultats trimestriels, Renault, par la voix de son directeur exécutif, Luca de Meo, a plus ou moins confirmé son intention de séparer le groupe en deux entités distinctes : l'une de la motorisation électrique, l'autre autour du thermique et de l'hybride.

L'« homme de l'année », selon ses amis de la presse automobile, juge en effet que « la structure actuelle de l'entreprise ne rend pas très visible de l'extérieur la valeur des business qui existent à l'intérieur. Renault a moins de 7 milliards de capitalisation », ajoutant : « Je pense que ce n'est pas la valeur qu'on mérite. »

Le mot est lâché. Pour obtenir la confiance des investisseurs, en clair pour que la cotation des actions Renault monte de manière importante, que celles-ci s'arrachent, que les capitaux affluent et que les gros actionnaires s'enrichissent davantage et plus vite, les stratèges qui dirigent l'entreprise ont préparé sa division.

Les noms des deux entités circulent déjà. « Ampère » serait celui de l'activité

électrique, usines de batteries comprises, et « Horse », comme le cheval-vapeur en anglais, pour les autres motorisations, thermique et hybride. Il est même question de la localisation des usines et bureaux d'études : en France pour la première, et peut-être en Espagne et en Roumanie pour les activités traditionnelles. Bien que les dirigeants du groupe prétendent que ce projet est encore à l'étude, ils n'ont en rien démenti les médias qui l'annoncent. Comme toujours lorsqu'ils préparent des mauvais coups, les premiers concernés, les travailleurs, sont les derniers à être avertis. Et là, l'objectif est clairement de se débarrasser d'une activité jugée pas assez rentable... et de milliers de travailleurs.

D'ailleurs, quand De Meo commente les résultats du



Manifestation contre la fermeture de l'usine de Choisy, en juin 2020.

groupe, même avec un langage de patron, c'est pour menacer. Les attaques vont continuer car, comme il le dit, « les économies réalisées sur nos coûts fixes sont structurelles. Nous devons maintenant veiller à ce que nos coûts ne remontent pas. » Et si, (boni)menteur expérimenté, il assure qu'avec la motorisation électrique et ses activités annexes « 500 000 emplois pourraient être créés, c'est-à-dire bien plus que les emplois détruits dans le thermique »,

son véritable horizon est la courbe des actions. Il y a un modèle outre-Atlantique, où Ford a déjà annoncé la création d'une entité dédiée à l'électrique, Ford Model-e, séparée du thermique, dénommé Ford Blue. Aussitôt, ses actions ont grimpé de 8,4% à Wall Street.

Ces raisonnements de capitalistes sont à l'opposé des intérêts des travailleurs, ouvriers, techniciens, ingénieurs, qu'ils soient embauchés, intérimaires ou salariés des

sociétés sous-traitantes. Deux exemples récents en témoignent : les ex-salariés de la fonderie SAM, qui se battent toujours pour ne pas perdre leur gagne-pain, et ceux de la succursale Renault de Vaulx-en-Velin, que le groupe voudrait fermer parce que pas assez rentable.

Toutes ces allégations patronales sont par définition à vérifier, et il serait normal que les salariés puissent contrôler les comptes pour en juger par eux-mêmes.

Viviane Lafont

Ex-Smart – Hambach : menaces pour l'avenir des 1 600 salariés

La presse spécialisée a relayé l'annonce du lancement de la production d'un nouveau véhicule, sur l'ancien site de la Smart à Hambach, en Moselle, dont Mercedes était le propriétaire. Mais cette annonce est en réalité lourde de menace pour les 1 600 travailleurs du site.

En juillet 2020, Mercedes a brutalement annoncé son désengagement de cette usine de 1 600 salariés, dont 800 sous-traitants, attachés à la production du modèle Smart de Mercedes. Cette usine avait été implantée au début des années 1990 avec les fonds de l'État. L'annonce était d'autant plus scandaleuse que, quelque temps auparavant, Mercedes (groupe Daimler) avait imposé des sacrifices aux salariés, avec l'augmentation du temps de travail non payé, tout en touchant des subventions publiques, en échange du développement d'un nouveau modèle, la Smart électrique, disait ce grand patron.

À ce moment, des ouvriers et techniciens

allemands étaient sur le site pour finir les aménagements des chaînes et des centaines de travailleurs de la Smart étaient en déplacement en Allemagne, dans l'usine Mercedes la plus proche, pour se former à leur nouveau travail.

Mais la direction de Mercedes, riche à milliards, parmi les sociétés les plus rentables d'Allemagne, affichait sa volonté de faire de nouvelles économies sur le dos du personnel. La pseudo-vente de l'usine d'Hambach se plaçait dans cette perspective. L'acquéreur était un patron écossais lié au groupe Mercedes, novice dans l'automobile et à la tête du groupe chimique Ineos. Pour achever de se désengager vis-à-vis du personnel,

Mercedes a adressé il y a peu un chèque de 11 000 euros aux salariés de la Smart, pour solde de tout compte.

Pour calmer les travailleurs, Mercedes, avec l'appui des élus et du ministre, est allé chercher ce repreneur censé continuer d'assurer une production pendant quelques années. Cependant le modèle mis sur pied, Grenadier, est un véhicule semi-professionnel, énorme, marchant au diesel et devant coûter la modique somme de 100 000 euros avec taxes, censé remplacer la production précédente de milliers de Smart par semaine. Il est certain qu'il ne s'agira pas d'une production de masse, si tant est qu'elle ait un avenir. En fait, l'emploi de centaines de travailleurs est en jeu, si ce n'est celui de tous. Les 1 600 travailleurs de l'ex-Smart devront compter sur leur détermination pour pas être sacrifiés sur l'autel de cette carambouille.

Correspondant LO

La Barre Thomas Rennes : la saignée des emplois continue

L'usine de la Barre Thomas, qui fut la première usine Citroën ouverte à Rennes dans les années 1950, a compté jusqu'à 3 000 travailleurs au début des années 2 000. Ils fabriquaient des pièces en plastique et caoutchouc, essentiellement pour le groupe PSA.

Depuis, elle a été revendue à un industriel italien, Gomma, puis au fonds d'investissement américain Silver Point, ensuite au sous-traitant automobile américain Cooper : tous ont tour à tour supprimé des emplois, externalisé des ateliers, réduisant ainsi les effectifs à 350 travailleurs.

Chaque fois, ces patrons ont bénéficié d'aides multiples, attribuées par l'État ou les collectivités locales au nom du sauvetage de l'emploi, pour ce que les politiciens bourgeois appelaient volontiers un fleuron industriel. Pour finir, de nouveaux locaux ont même été construits pour l'usine, le trust propriétaire de l'entreprise en étant locataire, probablement pour

pouvoir s'en débarrasser plus facilement.

Aujourd'hui, le dernier propriétaire en date, le trust allemand Continental, vient de décider de dissoudre le secteur recherche et développement, qui compte une trentaine de personnes. Cela signifie des ouvriers obligés de retourner en équipe, ou peut-être des salariés partant en préretraite, ou tout simplement licenciés sans être remplacés.

Jusqu'à présent, les patrons et politiciens locaux, de gauche comme de droite, se sont entendus comme larrons en foire pour que ces saignées successives se passent sans trop de remous. Cela ne durera peut-être pas toujours.

Correspondant LO

RATP : les bus s'enflamment

Les images sont impressionnantes : le 29 avril un bus de la ligne 71 s'est enflammé dans le 13^e arrondissement de Paris. En quelques secondes les flammes partant des batteries situées sur le toit du bus sont devenues une torche incandescente.

Le même accident s'était produit le 4 avril sur un modèle identique de la ligne 86. La RATP a annoncé le jour même du deuxième incident qu'elle retirait les 149 bus de cette série. Il s'agit de bus électriques de la marque Bolloré, le capitaliste spécialisé dans le soutien à Zemmour, et durant des années dans l'import-export avec l'Afrique, et le pillage de ses matières premières.

L'enquête sur l'incendie du 86 a conclu à un problème provenant des batteries au lithium. En pareil cas, des modifications et interventions sont demandées au constructeur. Mais modifier 149 bus demande des effectifs. Ce sont souvent les techniciens du constructeur qui font ce travail et il faut attendre leur passage. Moins il y en a, plus cela prend de temps. Entre l'embrasement du bus de la ligne 86 et celui de la ligne 71, qu'avait-il été décidé et fait ?

De tels départs d'incendie, très rapides et quasi explosifs, sont un danger important, avec le risque que

des voyageurs et le conducteur soient pris dans le feu avant d'avoir pu évacuer le bus. D'autant que ces bus sont majoritairement construits à base de plastiques, vite inflammables. Leur combustion rejette aussi des fumées toxiques, par exemple pour les habitants des immeubles proches.

Ces bus sont quasi neufs. Soit la technique de batteries électriques n'est pas au point, soit il y a un défaut de fabrication. Le secret industriel couvre les constructeurs, alors que les travailleurs des usines produisant les batteries et les bus auraient des choses à dire sur d'éventuels problèmes de fabrication.

La qualité du câblage par exemple dépend des matériaux et du temps donné pour qu'il soit bien fixé. En effet, en raison du mauvais état de la chaussée en région parisienne, les bus sont soumis à de nombreuses secousses. Les vibrations sont permanentes pour les conducteurs de bus comme pour les voyageurs, et cela durant

toute la journée, tous les jours. Les frottements entre câbles mal positionnés ou qui ont bougé suite aux secousses ont déjà causé des incendies puisque d'autres bus ont brûlé entièrement depuis le début de l'année, qu'il s'agisse de bus diesel ou électriques, sans parler des départs d'incendie qui ont été maîtrisés avant un embrasement total.

Côté maintenance des bus à la RATP, la politique de la direction a été de supprimer des centaines de postes au fil des années, au prétexte qu'arrivent des bus neufs. Mais même neufs, ceux-ci ont vite des avaries, ou des bugs, surtout dans les nouvelles séries. Des mécanos expérimentés ont aussi démissionné, en ayant assez des pressions des cadres, des sanctions, des changements d'horaires. La pression est permanente pour sortir la production, donc, réparer les avaries signalées, et faire les visites de façon que les bus puissent sortir sur ligne. Le contrat d'objectif signé avec IDFM (le conseil régional) prévoit des pénalités s'il manque des bus sur ligne. La multiplication des marques de bus et de séries entraîne aussi des difficultés. Pour les mécanos



Le bus 71 en feu.

il faut des formations, qu'il est difficile d'obtenir car le manque d'effectif oblige à les garder en production.

Toutes ces logiques sont financières, agissent sur la qualité de la construction comme de l'entretien des bus. Pour les usagers et les conducteurs de bus, il serait vital que la transparence

soit faite sur les incendies des bus, leurs causes, les interventions faites, les essais de sécurité.

Il faudra toute la pression des travailleurs, à la conduite comme à la maintenance, pour l'obtenir, et pour avoir les effectifs nécessaires.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Frontex : au service d'une politique inhumaine

Mis en cause par une enquête portant notamment sur des refoulements illégaux de migrants et des actes de harcèlement, le directeur de l'agence européenne Frontex, chargée du contrôle des frontières de l'espace Schengen, a présenté sa démission jeudi 28 avril.

Depuis des années, l'Union européenne a des accords avec les autorités turques ou libyennes pour qu'elles tentent d'empêcher les migrants de venir en Europe. Les gardes-côtes européens peuvent par exemple signaler aux autorités turques une embarcation repérée dans leurs parages afin que les gardes-côtes turcs interviennent et empêchent les migrants d'atteindre les

eaux européennes. Mais une fois qu'ils sont arrivés sur le territoire européen, même illégalement, l'UE ne peut empêcher des migrants de demander l'asile.

Or des associations accusent l'agence Frontex de ne pas respecter cette règle et de procéder à des refoulements illégaux. Des migrants arrivés dans les eaux territoriales européennes, ou même ayant accosté en Grèce, seraient ramenés

de force dans les eaux territoriales de la Turquie. Frontex contacterait ensuite les autorités turques pour signaler une embarcation cherchant à quitter illégalement leur territoire.

Ces pratiques constituent l'aboutissement de la politique de l'UE visant à renforcer les contrôles à ses frontières, avec l'objectif de refouler à tout prix les migrants. Le budget de Frontex est passé de 98 millions d'euros en 2014 à 544 millions en 2021, et devrait atteindre 900 millions d'euros en 2027, et les effectifs devraient atteindre plus de 10 000 agents à la même date. Cela signifie de plus en



JOHN NAZCA REUTERS

Gardes-côtes devant Ceuta.

plus de drones, de barbelés, de canons sonores, de caméras, et de plus en plus de personnel chargé d'empêcher les migrants de pénétrer en Europe. Cela ne peut pas non plus se faire sans violence. Des migrants ont témoigné de sévices : battus, menottés, aspergés de gaz lacrymogènes, dépouillés de leurs vêtements, certains sont morts de froid.

Tout en rendant ses

frontières de plus en plus infranchissables pour les plus pauvres, l'Union européenne prétend respecter les droits humains. C'est une politique hypocrite, mais surtout criminelle, responsable en 2021 de 3 000 morts en Méditerranée, deux fois plus qu'en 2020. La démission d'un responsable ne la fera pas cesser, ni oublier.

Hélène Comte

Pétrole, banques : les profits de la spéculation

La guerre en Ukraine a considérablement aggravé les pénuries et les hausses de prix dans de nombreux secteurs.

Cela ébranle toute l'économie mondiale, au point qu'en France la croissance au premier trimestre a été nulle. Mais les grands trusts qui viennent d'annoncer leurs résultats, notamment ceux des secteurs pétrolier et bancaire, s'en tirent à merveille.

Les cinq super-majors du pétrole, Exxon, Chevron, Shell, BP et TotalEnergies, devraient annoncer au total 34 milliards de dollars de bénéfices sur les seuls trois premiers mois de l'année. Ces profits exceptionnels sont directement liés à l'envolée des cours du pétrole et du gaz. Des milliards de gens à travers le monde, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, ont dû depuis des mois payer plus cher, pour se chauffer ou pour faire leur plein, et cela est venu alimenter ces surprofits.

Il est vrai que la guerre en Ukraine a posé des problèmes à certains de ces groupes pétroliers. Les

sanctions contre le gaz et le pétrole russes hypothèquent sérieusement certains de leurs projets d'investissement. Ainsi, le français TotalEnergies va peut-être devoir faire une croix sur sa participation à l'exploitation du gaz russe d'Arctique. Mais les gains obtenus grâce à la spéculation compensent largement ces pertes éventuelles.

Le bénéfice net du groupe français, sur le seul premier trimestre, est de cinq milliards de dollars. C'est bien plus que ce qu'il avait engrangé l'an dernier sur la même période, alors que l'année 2021 avait déjà été excellente financièrement. Mais le patron de TotalEnergies a précisé que les résultats attendus pour le deuxième trimestre devraient être au moins aussi bons.

Les banques annoncent également des résultats flamboyants. La BNP, qui devra pourtant sans doute abandonner au moins une partie de ses activités

bancaires en Russie, a calculé que son chiffre d'affaires atteint 13,2 milliards d'euros sur le premier trimestre. Cela représente une hausse de 28% en comparaison de l'année passée, qui était aussi une très bonne année. La banque a expliqué qu'elle avait répondu à une très forte demande de la clientèle sur les marchés des changes et sur ceux des matières premières. Là encore, c'est la spéculation qui a généré ces bénéfices exceptionnels.

Pour ces trusts, la guerre et la crise elles-mêmes sont des sources de profits. En spéculant pour s'enrichir, ils accroissent encore le chaos général. Des petites entreprises étranglées par les prix en hausse des matières premières vont devoir mettre la clé sous la porte. La population, elle, devra survivre en se serrant toujours plus la ceinture et en adaptant ses dépenses. Toute la société paye ainsi le prix de la domination et du parasitisme de quelques grands groupes.

Pierre Royan

Avion de combat : Dassault a les crocs

Dassault et Airbus négocient depuis cinq ans le projet d'un nouvel avion de chasse qui prendrait la place du Rafale et serait financé par plusieurs États européens, dont l'Allemagne et la France. Mais l'avion a du plomb dans l'aile.

La guerre en Ukraine a pourtant fait bondir les budgets d'armement. Et le chancelier Olaf Scholz a annoncé le 24 février un fonds de 100 milliards d'euros pour renforcer et moderniser l'armée allemande. Cela a fait saliver tous les marchands d'armes, Dassault compris.

Dassault pouvait espérer qu'une partie de la somme irait financer le projet de ce nouvel avion de chasse, voire que l'Allemagne lui achèterait des Rafale. Mais ce faux espoir n'a pas duré longtemps. En réalité, Dassault ne pouvait d'ailleurs pas trop y croire. Quelques jours plus tard, le gouvernement allemand a lancé une commande d'une trentaine d'avions de chasse... F35 américains. L'armée américaine, à travers l'OTAN, a en effet mis en place un système qui contraint ses alliés à acheter des F35.

Dans leurs bases militaires d'Europe, les États-Unis stockent leurs bombes nucléaires. Ils demandent à certains membres de l'OTAN d'en assurer le transport,



LOCKHEED MARTIN

Deux F-35.

mais en imposant que ce soient des F35 uniquement qui portent les bombes. En clair, pour participer à la mission nucléaire de l'OTAN, les États membres doivent avoir une flotte composée de ces avions. La France et ses Rafale, qui peuvent transporter des bombes nucléaires françaises, ne participent donc pas à la mission nucléaire de l'OTAN. Le système imposé par les États-Unis empêche ainsi Dassault d'avoir accès au marché européen des avions de chasse.

À cela s'ajoute la rivalité commerciale entre Dassault et la filiale d'Airbus qui fabrique les avions Eurofighters et qui est le concurrent allemand du constructeur français. Alors Dassault se lamente et les généraux français aussi. Mais ils savent que, quoi qu'il arrive, l'État français sera là pour les consoler et financer tous leurs projets d'engins de guerre et les profits qui vont avec, payés par la population.

P. R.

Fête de Lutte ouvrière à Marseille

Dimanche 8 mai
à partir de 11 heures

Parc des loisirs
de Valabre

RD7 - Gardanne

